



**DIRECTION DE L'ARCHITECTURE,
DU PATRIMOINE ET DES JARDINS**

15 RUE DE VAUGIRARD – 75291 PARIS CEDEX 06

TÉLÉPHONE : 01 42 34 22 10

marches-api@senat.fr

PALAIS DU LUXEMBOURG

**REMPLACEMENT DES ASCENSEURS N^{os} 6 ET 7
DE LA CAGE D'ESCALIER MENANT À
LA GALERIE DES BUSTES**

Marché de travaux de remplacement de deux ascenseurs

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES
(CCAP)**

OCTOBRE 2024

SOMMAIRE

1.	Objet du marché – Dispositions générales.....	5
1.1	Objet du marché	5
1.2	Forme du marché – Pouvoir adjudicateur	5
1.3	Durée et délais	6
1.4	Maîtrise d’ouvrage et maîtrise d’œuvre	6
1.5	Ordres de service.....	7
1.6	Coordination en matière de sécurité et protection de la santé.....	7
2.	Pièces constitutives du marché	7
3.	Prix et variation dans les prix – Avance – Règlement des comptes	8
3.1	Forme et contenu du prix.....	8
3.2	Variation dans les prix.....	9
3.2.1	Mois d’établissement du prix	9
3.2.2	Index de référence	9
3.2.3	Modalités d’actualisation des prix.....	9
3.3	Avance.....	9
3.4	Retenue de garantie	10
3.5	Règlement des comptes.....	10
3.5.1	Demandes de paiement et acomptes mensuels.....	10
3.5.2	Demande de paiement finale - Décompte général et définitif.....	10
3.5.3	Délai de paiement.....	11
4.	Missions de l’entrepreneur titulaire.....	11
4.1	Obligations de l’entrepreneur titulaire	11
4.2	Qualification de l’entrepreneur titulaire	13
4.3	Obligations de neutralité, de confidentialité et de discrétion professionnelles....	13
4.4	Stabilité de l’équipe.....	14
5.	Exécution du marché	14
5.1	Horaires du chantier.....	14
5.2	Période de préparation de chantier – Organisation de l’exécution des travaux.	15
5.3	État des lieux	16
5.4	Autocontrôle	16
5.5	Accès au site.....	16
5.5.1	Circulation et autorisations d’accès.....	16
5.5.2	Livraisons de matériel	17
5.6	Organisation du chantier	17
5.6.1	Réunions de chantier	17

CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

5.6.2	Compte rendu de chantier	17
5.6.3	Tenue du planning	18
5.6.4	Utilisation de la langue française	18
5.6.5	Conditions d'utilisation des ascenseurs.....	18
5.6.6	Échafaudages et moyens de levage	19
5.6.7	Permis de feu – Extincteurs.....	19
5.6.8	Dépôt de matériel et de matériaux.....	20
5.6.9	Base-vie	20
5.6.10	Nettoyage de chantier	20
5.6.11	Gestion des déchets.....	20
5.7	Opérations préalables à la réception – Réception.....	21
5.8	Documents fournis après exécution.....	21
5.9	Sous-traitance	22
5.9.1	Généralités.....	22
5.9.2	Déclaration de sous-traitance en cours d'exécution du marché	23
5.9.3	Modalités de paiement direct	23
6.	Modifications de la consistance des travaux.....	23
6.1	Travaux modificatifs et supplémentaires.....	23
6.2	Décision de poursuivre	23
6.3	Augmentation ou diminution du montant des travaux	24
7.	Assurances et garanties	24
7.1	Assurances	24
7.1.1	Assurance de responsabilité civile professionnelle	24
7.1.2	Assurance couvrant la responsabilité décennale du titulaire.....	25
7.2	Garanties.....	25
7.2.1	Garantie de parfait achèvement.....	Erreur ! Signet non défini.
7.2.2	Garantie de bon fonctionnement	Erreur ! Signet non défini.
7.2.3	Garantie décennale	Erreur ! Signet non défini.
8.	Pénalités	25
8.1	Stipulations générales relatives aux pénalités	25
8.2	Pénalités de retard et provisions pour pénalités de retard	26
8.2.1	Généralités.....	26
8.2.2	Provision pour pénalités et pénalités de retard lors de la préparation de chantier	26
8.2.3	Provisions pour pénalités et pénalités de retard lors de l'exécution des travaux .	26
8.2.4	Provisions pour pénalités et pénalités de retard lors de la phase de réception des travaux	27
8.3	Pénalités particulières.....	27
9.	Résiliation, mesures coercitives	28
9.1	Résiliation	28
9.2	Mesures coercitives	28
10.	Attribution de compétence	28

CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

11. Convention sur la preuve	29
12. Dérogations aux documents généraux	29

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché

Le Sénat a mis à l'étude la rénovation complète de la cage d'escalier menant à la Galerie des Bustes et des circulations attenantes à celle-ci. Cette opération est prévue en trois temps :

- phase 1 (de fin juillet à fin septembre 2024) : enlèvement de l'enduit fausse pierre dégradé, recâblage de la totalité de la cage d'escalier, rénovation des lanternes et pose des nouveaux appareils d'éclairage d'ambiance et de sécurité, rebouchage des tranchées et pose d'un revêtement provisoire d'attente sur les murs ;
- phase 2 (été 2025) : remplacement des ascenseurs, restauration des marches en pierre abîmées et restauration des antichambres des premier et deuxième sous-sols, le cas échéant ;
- phase 3 (été 2026) : rénovation complète de la cage d'escalier, hors éclairage (pose d'un nouvel enduit fausse pierre, peinture, révision des menuiseries et de la main courante, signalétique).

L'ascenseur n° 6, installé dans le jour de la cage d'escalier, dessert tous les niveaux depuis le deuxième sous-sol jusqu'au troisième étage. Sur le côté Est de la cage d'escalier, l'ascenseur n° 7 dessert les mêmes niveaux, à l'exception du troisième étage du Palais. Ces deux ascenseurs desservent ainsi le deuxième étage où se trouvent, notamment, les salles de réunion et les bureaux des services de commissions permanentes et de groupes politiques.

Le présent marché a pour l'objet le remplacement de ces deux ascenseurs, situés dans le pavillon Ouest B du Palais du Luxembourg, prévu dans le cadre de la deuxième phase des travaux. La description des ouvrages et leurs spécifications techniques figurent dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.

Seront exécutés en dehors du cadre du présent marché les travaux de restauration des marches en pierre abîmées et des antichambres des premier et deuxième sous-sols. Ces travaux font toutefois partie intégrante de l'opération.

Dans le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et les autres pièces particulières du présent marché, l'expression « *entreprise de travaux concourant à l'opération* » comprend non seulement le titulaire du présent marché, mais aussi les entreprises chargées des travaux susmentionnés.

1.2 Forme du marché – Pouvoir adjudicateur

Le présent marché est un marché de travaux passé par un pouvoir adjudicateur.

L'État-Sénat, représenté par le Conseil de Questure du Sénat, est le pouvoir adjudicateur.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

1.3 Durée et délais

Le marché débute à compter de sa notification, qui devrait avoir lieu en janvier 2025. Il prend fin à la date de réception des travaux.

Un calendrier prévisionnel d'exécution des travaux est annexé au présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP). Les dates indiquées dans ce calendrier sont indicatives et susceptibles d'être modifiées par le maître d'ouvrage, sans ouvrir droit au versement d'une indemnité. Le délai global de l'opération, ainsi que les délais intermédiaires mentionnés dans le calendrier prévisionnel d'exécution (correspondant aux phases de préparation, d'approvisionnement et d'exécution des travaux), s'entendent, quant à eux, comme des **délais maximum de valeur contractuelle**.

Les délais d'exécution proposés par le titulaire dans son offre, s'ils sont inférieurs à ceux résultant du calendrier prévisionnel d'exécution, s'y substituent.

Par dérogation à l'article 18.1.1 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (CCAG-Travaux), les délais contractuels courront à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant au titulaire de débiter l'exécution du marché, sans qu'il y ait lieu de délivrer un ordre de service distinct fixant la date de démarrage de l'exécution des travaux.

Au cours de la période de préparation de chantier, puis à tout moment au cours de l'exécution des travaux, un calendrier d'exécution actualisé pourra être notifié par le maître d'ouvrage à l'entreprise titulaire et aux entreprises concourant à l'opération, par ordre de service. Ce calendrier actualisé s'appliquera de plein droit et aura valeur contractuelle, par dérogation à l'article 28.2.3 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (CCAG-Travaux). Il pourra comporter une prolongation des délais d'exécution dans les conditions prévues par le CCAG-Travaux.

En cas de contestation sur les délais d'exécution prévus par ce calendrier actualisé, l'entrepreneur devra faire connaître à la maîtrise d'œuvre et à la maîtrise d'ouvrage ses observations au plus tard 8 jours calendaires (par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-Travaux) après réception de l'ordre de service. Passé ce délai, aucune contestation ne sera recevable.

Si cela s'avère nécessaire au respect des délais d'exécution prévus au planning d'exécution, l'entrepreneur devra, sans supplément de prix, travailler à plusieurs postes et/ou le week-end, ainsi qu'en horaires de nuit, dans le respect du droit du travail.

Tout dépassement des délais prévus par le calendrier prévisionnel d'exécution ou, le cas échéant, par le calendrier d'exécution actualisé pourra entraîner l'application des pénalités prévues par l'article **Pénalités** du présent cahier des clauses administratives particulières.

1.4 Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'ouvrage est représentée par le Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, et par les personnes qu'il désigne.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

La maîtrise d'œuvre est assurée par l'Architecte en chef du Sénat et ses représentants. Une mission d'assistance à maîtrise d'œuvre a été confiée au bureau d'études SOCOTEC SMART SOLUTIONS - ASCAUDIT.

1.5 Ordres de service

Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG-Travaux, les ordres de service sont établis et notifiés par le seul maître d'ouvrage.

L'entrepreneur titulaire doit accuser réception de chaque ordre de service qui lui a été notifié, puis le retourner à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins dûment daté et signé, au plus tard huit jours après réception. Passé ce délai, aucune contestation ne sera recevable, par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-Travaux.

1.6 Coordination en matière de sécurité et protection de la santé

Les travaux font l'objet d'une coordination en matière de sécurité et protection de la santé (SPS) qui sera assurée par l'entreprise SOCOTEC CONSTRUCTION (Agence Prévention / Coordination SPS IDF – Le Mirabeau - 5 place des Frères Montgolfier GUYANCOURT – CS 207320 - 78182 SAINT QUENTIN EN YVELINES CEDEX).

2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1. du CCAG-Travaux, les pièces constitutives du présent marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant :

1. l'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
2. les prix d'unité compris dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) (dont les quantités sont en revanche indicatives) ;
3. le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
4. le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (CCAG Travaux), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (*Journal officiel* du 1^{er} avril 2021) ;
5. le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et le dossier graphique annexé ;
6. l'offre technique du candidat, incluant notamment les réponses au cahier des réponses attendues (CRA) ;
7. le plan général de coordination (PGC) ;
8. les actes spéciaux de sous-traitance, postérieurs à la notification du marché.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-Travaux, la notification du marché comprendra une copie de l'acte d'engagement et des éventuelles propositions ou précisions apportées en cours de négociation, ainsi que du planning. Les autres pièces figurant au dossier de consultation des entreprises sont réputées contractuelles du simple fait de la conclusion du marché.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Le titulaire du marché est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble du dossier de consultation des entreprises (DCE), ainsi que des caractéristiques du site concerné et de toutes les contraintes et sujétions prévisibles au moment de l'établissement de son offre, notamment celles liées à la situation sanitaire, au planning d'exécution et à la réalisation de travaux en milieu occupé, dans un site sensible sur les plans institutionnel, sécuritaire et patrimonial.

Tout ouvrage figurant aux documents graphiques et non décrit dans les pièces écrites est formellement dû, et *vice versa*.

Les stipulations des documents contractuels du marché expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à la consultation, y compris sur d'éventuelles conditions générales de vente.

Le titulaire ne peut faire valoir, en cours d'exécution du marché, aucune nouvelle condition, générale ou spécifique, sans l'accord exprès du maître d'ouvrage.

Aucune réclamation pour mauvaise compréhension du dossier de consultation ne sera acceptée. Les exemplaires conservés par le maître d'ouvrage seuls font foi en cas de litige.

3. PRIX ET VARIATION DANS LES PRIX – AVANCE – RÈGLEMENT DES COMPTES

3.1 Forme et contenu du prix

Les prestations sont rémunérées à prix global et forfaitaire.

Le prix est libellé en euros.

En cas de discordance entre les différentes indications du prix global et forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, l'indication en lettres, hors taxes, figurant à l'article **Prix** de l'acte d'engagement prévaudra sur toutes les autres indications.

Sans préjudice des stipulations du CCAG-Travaux, le prix est notamment réputé tenir compte :

- des contraintes d'accès au Palais du Luxembourg et des modalités de circulation jusqu'au chantier ;
- d'éventuelles modifications des horaires du chantier à l'initiative du Sénat ;
- de tous frais liés à la sécurisation du chantier, ainsi qu'à la protection des ouvrages existants et avoisinants ;
- par dérogation à l'article 31.3 du CCAG-Travaux, de tous frais liés à l'occupation du domaine public, y compris le montant d'éventuelles redevances ;
- des frais liés aux nettoyages quotidien et final des ouvrages réalisés par l'entrepreneur ;
- d'une manière générale, de tous travaux et façons complémentaires nécessaires à l'achèvement complet des ouvrages.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Ce prix ne rémunère pas les honoraires du coordonnateur SPS, directement pris en charge par le Sénat.

Le maître de l'ouvrage fournit à titre gratuit au titulaire l'alimentation en électricité et en eau courante.

3.2 Variation dans les prix

Les prix sont fermes et actualisables dans les conditions fixées ci-après.

3.2.1 Mois d'établissement du prix

Le mois de remise de l'offre finale du titulaire est appelé « mois zéro ».

3.2.2 Index de référence

L'index de référence est un index *I* correspondant à l'Index BT 48 Ascenseurs (identifiant INSEE 001710980, base 2010).

3.2.3 Modalités d'actualisation des prix

Le prix sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

L'actualisation du prix est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient d'actualisation *C* donné par la formule :

$$C = \frac{I_{n-3}}{I_0}$$

dans laquelle *I*₀ et *I*_n sont les valeurs de l'index de référence *I* mentionné à l'article 3.2.2, respectivement au mois zéro et trois mois avant le début d'exécution des prestations.

Il revient au titulaire de demander la mise en œuvre de la clause d'actualisation du prix et de procéder lui-même au calcul de la formule d'actualisation, qu'il joindra à ses demandes de paiement, avec justifications à l'appui.

À défaut, le Sénat se réserve la faculté, le cas échéant et à son appréciation, de procéder d'office à la mise en œuvre et au calcul de la formule d'actualisation.

3.3 Avance

Sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement, il sera fait application de l'option A de l'article 10.1 du CCAG-Travaux si les conditions prévues aux articles R. 2191-3 et R. 2193-17 du code de la commande publique pour le versement d'une avance sont remplies.

Conformément à l'article R. 2191-7 du même code, si le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 dudit code, le taux de l'avance est porté à 30 %.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

3.4 Retenue de garantie

Il est appliqué une retenue de garantie, dans les conditions prévues aux articles R. 2191-32 à R. 2191 42 du code de la commande publique.

Son montant est égal à 5 % du montant initial TTC du marché, augmenté le cas échéant du montant des éventuelles modifications en cours d'exécution. La retenue de garantie est prélevée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance.

Lorsque le titulaire du marché public est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, le taux de la retenue de garantie est fixé à 3 %.

3.5 Règlement des comptes

Le règlement des comptes et du solde s'effectue conformément aux stipulations afférentes du CCAG-Travaux, sous réserve des dérogations mentionnées ci-dessous.

Le titulaire transmet ses demandes de paiement sous forme électronique, sur la plateforme de facturation qui lui sera indiquée par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins en début d'exécution du marché. À titre indicatif, la plateforme de facturation habituellement utilisée par le Sénat pour la gestion de ses marchés de travaux est la plateforme EDIFLEX.

Le titulaire est rémunéré après service fait.

3.5.1 Demandes de paiement et acomptes mensuels

Il sera fait application des stipulations des articles 12.1 et 12.2 du CCAG-Travaux.

Toutefois, par dérogation à l'article 12.1.1 du CCAG-Travaux, les projets de décomptes mensuels, arrêtés à la fin de chaque mois, devront être transmis par le titulaire au plus tard le 5 du mois suivant.

3.5.2 Demande de paiement finale - Décompte général et définitif

Le présent 3.5.2 déroge ou apporte les précisions suivantes aux articles 12.3 et 12.4 du CCAG-Travaux qui, pour le reste, demeurent inchangés.

3.5.2.1 Demande de paiement finale

Le titulaire notifie son projet de décompte final à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, *via* l'outil dématérialisé choisi par le Sénat pour le marché, dans le délai prévu à l'article 12.3 du CCAG-Travaux.

La Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins accepte ou rectifie le projet de décompte final établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient le décompte final. En cas de rectification du projet de décompte final, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins.

En cas de retard dans la transmission du projet de décompte final, la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins peut, à tout moment et sans mise en demeure préalable, établir d'office le décompte final aux frais du titulaire. Ce décompte final est alors notifié au titulaire avec le décompte général.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

3.5.2.2 Décompte général définitif – Solde

La Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins établit le décompte général, qui comprend les éléments mentionnés à l'article 12.4.1 du CCAG-Travaux, et le notifie au titulaire dans le délai de 60 jours à compter de la réception de la demande de paiement finale du titulaire ou, si celui-ci n'a pas notifié son projet de décompte final dans le délai prévu à l'article 12.3 du CCAG-Travaux, à tout moment.

Dans le délai de 30 jours à compter de la date à laquelle ce décompte général lui a été notifié, le titulaire envoie à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins ce décompte revêtu de sa signature, avec ou sans réserves, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve par le titulaire, il devient le décompte général et définitif du marché.

Ce décompte lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne, le cas échéant, la mention prévue à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, les montants des révisions de prix et des intérêts moratoires afférents au solde.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, il est fait application des stipulations de l'article 12.4.3 du même CCAG.

Dans le cas où le titulaire n'a pas renvoyé à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins le décompte général revêtu de sa signature dans le délai de 30 jours fixé au deuxième alinéa de la présente section, ou encore dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations, le décompte général notifié par le maître d'ouvrage est réputé être accepté par lui. Il devient alors le décompte général et définitif du marché.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux, si la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins ne notifie pas au titulaire le décompte général dans le délai de 60 jours prévu au premier alinéa du présent 3.5.2.2, le titulaire la met en demeure de le faire. Si cette mise en demeure reste sans effet, le titulaire est autorisé à saisir le tribunal administratif compétent. Dans le cas contraire, il est procédé conformément aux stipulations des alinéas qui précèdent.

3.5.3 Délai de paiement

Le délai de paiement est fixé par le code de la commande publique.

4. MISSIONS DE L'ENTREPRENEUR TITULAIRE

4.1 Obligations de l'entrepreneur titulaire

L'entrepreneur titulaire réalise les ouvrages qui lui sont confiés conformément aux conditions de son marché et aux règles de sa profession. Il est tenu de se conformer aux instructions de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage, à la réglementation nationale et aux arrêtés municipaux et départementaux, et de faciliter la tâche de la maîtrise d'œuvre.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Le titulaire se conformera aux instructions du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS). Le coût de l'ensemble des éventuels équipements, aménagements et contraintes d'organisation liés à la mise en œuvre de ces prescriptions (actuelles et, par dérogation à l'article 7.2 du CCAG-Travaux, le cas échéant à venir) est à la charge du titulaire. Aucun surcoût ne pourra être facturé au Sénat à ce titre.

Le titulaire du marché a la responsabilité de la coordination avec ses sous-traitants éventuels et s'assure de la présence permanente des équipes et du personnel d'encadrement qualifié (au minimum le chef de chantier) nécessaires à la bonne marche du chantier. **À aucun moment celui-ci ne doit laisser ses sous-traitants éventuels sur le chantier sans la présence d'un représentant qualifié de son équipe.**

L'entrepreneur titulaire recherche dans le cadre des conditions contractuelles les procédés, équipements et matériaux les plus aptes à la réalisation de ses ouvrages. Il procède aux essais nécessaires. Il en soumet les résultats à la maîtrise d'œuvre.

Il établit les plans d'exécution détaillés, nécessaires à l'installation et au fonctionnement du projet à partir des plans et documents contenus dans le dossier de consultation, dans les délais fixés par la maîtrise d'œuvre.

Il transmet au maître d'œuvre, dans les délais définis par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, tous les documents nécessaires (plans d'exécution, caractéristiques des matériels et matériaux, mode opératoire, phase et méthode, *etc.*), notamment pour la réalisation des contrôles, ainsi que tous les éléments qui lui seront demandés.

Il fournit au maître d'œuvre, sur sa demande, un état détaillé, indiquant les catégories de main-d'œuvre employées sur le chantier ainsi que toute autre information relative aux matériaux d'exécution, équipements et autres.

Il assure son propre autocontrôle ; pour ce faire, il nomme le responsable de l'autocontrôle pour ses prestations dès la période de préparation de chantier.

Il assure, sous le contrôle de la maîtrise d'œuvre, toutes les prestations nécessaires à la réalisation de ses travaux, et respecte à ses frais les avis et prescriptions applicables aux travaux de bâtiment qui pourraient lui être imposés par la maîtrise d'œuvre.

Conformément aux stipulations du marché, et sous le contrôle du maître d'œuvre, il assure la fourniture, l'installation et le montage de tous les équipements et installations décrits dans le dossier de consultation des entreprises.

Il prépare les opérations de réception.

Il procède aux essais et réglages nécessaires à la mise en service et à la réception des installations. Il en transmet les comptes rendus préalablement aux visites de réception.

Il procède aux travaux nécessaires à la levée des réserves prononcées lors de la réception.

Il fournit au maître d'œuvre avant les opérations préalables à la réception :

- les notices techniques et les plans nécessaires à l'installation, au fonctionnement et à la maintenance de tous les équipements et installations ;

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

- les plans d'exécution des installations telles qu'elles ont été réalisées.

Il assume les prestations nécessaires au respect des garanties auxquelles il est astreint.

L'entrepreneur titulaire s'engage :

- à faire tout le nécessaire pour un parfait achèvement des prestations, toute erreur ou omission restant à sa charge ;
- à connaître exactement les lieux et leurs accès, les conditions de travail et toutes sujétions dues notamment à la réalisation de travaux exécutés en milieu occupé ;
- à faire son affaire de tout moyen mécanique ou manuel nécessaire à la réalisation de ses prestations ;
- à tout mettre en œuvre pour respecter les délais contractuels, ce qui peut impliquer si nécessaire des interventions en soirée ou le week-end, après accord de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins ;
- à réclamer à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins tous les plans nécessaires à la parfaite compréhension du travail à exécuter ;
- à vérifier toutes les cotes sur place, après avoir pris connaissance des installations existantes ;
- à soumettre avant toute commande à l'approbation de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, et notamment à l'Architecte en chef du Sénat, les modèles, échantillons, matériaux et matériels ;
- à soumettre à l'approbation de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins tous ses plans d'exécution, avant intervention.

4.2 Qualification de l'entrepreneur titulaire

L'entrepreneur titulaire a été déclaré attributaire du marché compte tenu de ses capacités professionnelles, techniques et financières. Si, pour quelque raison que ce soit, il venait à perdre sa qualification ou sa compétence, le marché pourrait être résilié sans indemnité par le pouvoir adjudicateur.

4.3 Obligations de neutralité, de confidentialité et de discrétion professionnelles

Les personnels du titulaire et de ses sous-traitants éventuels sont liés, pendant l'exécution du marché, par une stricte obligation de neutralité, de discrétion professionnelle et de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits et informations dont ils peuvent avoir connaissance dans l'exercice de leurs fonctions. Cette obligation de discrétion et de confidentialité professionnelles continue de s'appliquer postérieurement à la réception des prestations et ce, sans limitation de durée.

Il est spécialement interdit au titulaire et à ses personnels ou sous-traitants :

- de fournir directement ou indirectement à un tiers tous renseignements, documents écrits ou audiovisuels, concernant soit les prestations réalisées au Sénat, soit les faits qui peuvent se dérouler dans l'enceinte du Palais du Luxembourg et de ses dépendances ;

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

- de diffuser des documents dont ils peuvent avoir communication à raison de leurs fonctions.

Le titulaire s'engage, sous sa responsabilité, à obtenir de l'ensemble de ses personnels et de ceux de ses sous-traitants qu'ils respectent strictement cette obligation.

Le titulaire s'interdit de répondre aux demandes de renseignements émanant de tiers, quelle que soit leur origine, et concernant les prestations faisant l'objet du marché. Ces demandes devront être envoyées sans délai au Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, qui décidera de la suite à leur donner.

Toute parution ou toute mention dans une parution portant sur les prestations faisant l'objet du présent marché (article de presse, plaquette publicitaire, photographies, *etc.*) est soumise à autorisation préalable du Sénat.

Les obligations définies à la présente clause ont un caractère substantiel. Leur non-respect pourra entraîner, sans préjudice des pénalités prévues au présent CCAP, la résiliation immédiate et sans indemnité du marché.

Le titulaire pourra, sur sa demande, obtenir une attestation des prestations menées à bonne fin.

4.4 Stabilité de l'équipe

Le titulaire du marché s'engage à maintenir les équipes et leur configuration (attributions et niveau d'implication dans l'exécution des prestations) telles que présentées lors de la remise des offres. Il reconnaît l'importance, pour le pouvoir adjudicateur, des intervenants affectés à l'opération, et s'attache à assurer la stabilité de l'équipe, et tout particulièrement celle du chef de projet (personne désignée nommément dans l'offre du titulaire pour assurer la conduite du projet).

Si la personne désignée comme chef de projet n'est plus en mesure de remplir sa mission en cours d'exécution ou s'absente temporairement, le titulaire doit lui désigner un remplaçant justifiant d'un niveau de qualification et d'une expérience au moins équivalents, et en communiquer les nom et titres à la maîtrise d'ouvrage, qui dispose d'un délai de 15 jours à compter de la réception de cette information pour agréer le remplaçant.

Si la maîtrise d'ouvrage récuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours pour désigner un autre remplaçant et en informer le maître d'ouvrage.

D'une manière générale, pendant toute la durée d'exécution des prestations, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit d'obtenir, pour des raisons dûment motivées, le remplacement du chef de projet ou tout membre de l'équipe en charge.

5. EXÉCUTION DU MARCHÉ

5.1 Horaires du chantier

Les horaires courants de chantier sont compris entre 7 heures 30 et 19 heures, du lundi au vendredi inclus. Toutefois, suivant les impératifs du Sénat, ces jours et horaires pourront être modifiés, sans supplément de prix et sans que cela ait d'incidence sur les délais d'exécution

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

contractuels. Les travaux les plus bruyants devront être exécutés aux jours et horaires prescrits par le maître d'œuvre ; il pourra notamment être exigé que ces travaux aient lieu le week-end ou en horaires décalés, dans le respect du droit du travail.

5.2 Période de préparation de chantier – Organisation de l'exécution des travaux

Il est fixé, dans le calendrier prévisionnel d'exécution, une période de préparation de chantier qui est comprise dans le délai d'exécution.

Dès la période de préparation de chantier, des réunions sont organisées, en tant que de besoin, par la maîtrise d'œuvre, en vue de préparer la réalisation des travaux. **L'entrepreneur titulaire est tenu d'assister à ces réunions**, sous peine des pénalités prévues à l'article 8 **Pénalités** ci-après. Ces réunions sont présidées par le représentant de la maîtrise d'œuvre.

Conformément aux articles 28.2. et 28.3 du CCAG-Travaux, il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- constitution des équipes d'encadrement de chantier et présentation à la maîtrise d'œuvre ;
- remise des demandes d'acceptation de sous-traitants ;
- remise à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins des éléments nécessaires à l'élaboration du calendrier détaillé d'exécution des travaux (et plus particulièrement les temps de tâche) ;
- sur la base du plan général de coordination (PGC) établi par le coordonnateur SPS : élaboration d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé et visite d'inspection commune ;
- validation des méthodologies proposées par le titulaire pour l'exécution des travaux, préparation de la coactivité entre les entreprises de travaux concourant à l'opération ;
- préparation des installations de chantier ;
- remise à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins de la liste prévisionnelle des plans d'exécution des tâches que l'entrepreneur titulaire envisage de réaliser, avec les dates prévisibles de remise de ces plans ;
- remise à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins des éléments nécessaires à l'établissement des plans de synthèse ;
- fourniture des premiers plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-Travaux ;
- fourniture de toutes les pièces demandées par la maîtrise d'œuvre ;
- présentation des premiers échantillons ;

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

- remise d'une documentation technique des matériaux et matériels dont l'emploi est envisagé.

La non-exécution, même partielle, d'une ou plusieurs de ces prestations, pourra donner lieu à l'application des pénalités prévues à l'article 8 **Pénalités** ci-après.

5.3 État des lieux

Avant tout commencement d'exécution des travaux, il sera dressé un état des lieux contradictoire dans les emprises de chantier intérieures et extérieures et à leurs abords, comprenant un reportage photographique des désordres existants. Cet état des lieux sera signé par le représentant de la maîtrise d'ouvrage, par le maître d'œuvre et par les représentants des entreprises de travaux concourant à l'opération.

En cas de dégradations constatées en cours de chantier, si le responsable ne peut être identifié, les frais de remise en état seront imputés aux différentes entreprises de travaux concourant à l'opération au prorata du montant de leur marché.

5.4 Autocontrôle

Le titulaire est tenu de remettre à la maîtrise d'œuvre tous documents d'autocontrôle utiles à la constatation de la bonne exécution des ouvrages que celle-ci pourrait exiger.

5.5 Accès au site

Un plan de l'installation extérieure et de l'installation intérieure de chantier figure dans le carnet graphique joint au dossier de consultation.

5.5.1 Circulation et autorisations d'accès

Seuls doivent être utilisés par les personnels de l'entreprise et de ses sous-traitants éventuels les parcours, accès et locaux qui leur auront été désignés. Il leur est formellement interdit de pénétrer ou circuler, sous quelque prétexte que ce soit, dans d'autres locaux et circulations.

Les personnels d'exécution de chaque entreprise, ainsi que de leurs sous-traitants, devront formuler une demande d'autorisation d'accès auprès de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, selon les formes et procédures retenues par le Sénat. Pour des raisons de sécurité, cette procédure pourra évoluer. Par dérogation à l'article 5.3 du CCAG-Travaux, cette évolution ne donnera droit au versement d'aucune indemnité compensatrice.

Pour les personnes ayant fait l'objet d'une autorisation d'accès, un badge avec photo sera établi par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins. Ce titre d'accès est strictement personnel et devra être porté en permanence de façon visible.

S'agissant des personnels d'entreprises sous-traitantes, la raison sociale de cette dernière devra être clairement indiquée.

Le Sénat se réserve le droit de refuser ou de retirer, discrétionnairement, ce titre d'accès aux personnels du titulaire ou de ses sous-traitants.

Il en sera de même pour les demandes éventuelles de prolongation de ces titres d'accès.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

À l'expiration de leur période de validité, les titres d'accès doivent impérativement être restitués au Sénat, par lettre recommandée avec avis de réception ou en main propre contre décharge à un représentant de l'administration. Il en va de même des titres d'accès délivrés à des personnes qui cessent de faire partie du personnel de l'entreprise titulaire ou de ses sous-traitants.

5.5.2 *Livraisons de matériel*

La circulation et le stationnement des véhicules ne sont possibles qu'aux fins de livraisons. Les livraisons ont lieu du lundi au vendredi de 7h45 à 12h00 et de 14h00 à 18h00, sauf accord exprès préalable du Sénat. Elles devront être organisées en tenant compte des contraintes liées à l'activité institutionnelle du Sénat.

Pour des raisons de sécurité, les demandes de stationnement et de circulation doivent être transmises à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins **au moins trois jours ouvrés à l'avance**. Ces demandes doivent préciser le nom, le prénom et la qualité des passagers, le motif de la demande (objet de la livraison), la date et l'heure d'arrivée du véhicule, ainsi que son numéro d'immatriculation. Ces demandes ne seront admises que sur validation expresse du Sénat.

Les impératifs du Sénat peuvent conduire à reporter ou annuler une livraison au dernier moment. Dans cette hypothèse, le titulaire est tenu, sans frais supplémentaires pour le Sénat, de programmer une nouvelle livraison.

Les équipements sont livrés en respectant l'itinéraire indiqué par le maître d'ouvrage jusqu'au site du chantier. Chaque titulaire fait son affaire de la livraison, de la manutention, du déballage, du montage et de l'installation des équipements. En aucun cas le titulaire ne recevra de l'aide de la part des services du Sénat pour ces opérations. Il assure en outre la reprise des emballages et le nettoyage éventuel du local.

5.6 Organisation du chantier

5.6.1 *Réunions de chantier*

Les réunions de chantier sont présidées par la maîtrise d'œuvre.

Elles ont lieu sur convocation pendant la période de préparation de chantier. Durant la période de chantier, les réunions de chantier ont lieu une fois par semaine, sur site ou dans les locaux de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins. Le jour, l'heure et le lieu en seront précisés en temps utile aux entrepreneurs.

L'entrepreneur titulaire est tenu d'assister à ces réunions ou, à défaut, de justifier de son absence avec un délai minimal de prévenance de 24 heures, sous peine des pénalités prévues à l'article 8 **Pénalités** ci-après.

5.6.2 *Compte rendu de chantier*

Le procès-verbal des réunions de chantier est dressé par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Il appartient à l'entrepreneur titulaire de faire connaître par écrit les réserves qu'il pourrait formuler sur ce procès-verbal, au plus tard à la réunion suivante ou, si le compte rendu n'est pas diffusé en temps utile, le surlendemain de sa diffusion. Dans le même délai, il lui appartient de faire connaître par écrit les incidences financières que pourraient entraîner les décisions prises par la maîtrise d'œuvre ou la maîtrise d'ouvrage au cours d'une réunion de chantier.

Si l'entrepreneur titulaire ne formule pas d'observations, et/ou dans le cas d'absence de l'entrepreneur titulaire lors de la réunion de chantier suivante, les décisions prises et consignées dans le procès-verbal sont considérées comme acceptées de plein droit.

5.6.3 Tenue du planning

La Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins assure le suivi du planning de l'opération et le contrôle du respect des délais contractuels d'exécution par les entreprises.

À cet effet, les entreprises doivent lui communiquer en temps utile les éléments nécessaires, notamment leur planning d'approvisionnement.

5.6.4 Utilisation de la langue française

La langue parlée sur le chantier est le français exclusivement. L'entrepreneur titulaire doit donc s'assurer de la présence constante d'au moins un responsable pratiquant couramment cette langue et de sa capacité à bien transmettre et faire respecter à tout moment auprès de ses collaborateurs, sous-traitants et prestataires les consignes et demandes de la maîtrise d'œuvre, de la maîtrise d'ouvrage et de leurs représentants.

De même, toutes les pièces écrites doivent être rédigées en français ou accompagnées d'une traduction en français.

5.6.5 Conditions d'utilisation des ascenseurs

Le chantier se déroulera dans la cage d'escalier menant à la galerie des Bustes et dans les circulations attenantes, sans monte-charge.

L'acheminement du matériel et l'évacuation des éventuels déchets se feront par ce même escalier. Ils pourront également se faire par les ascenseurs n° 6 et n° 7, uniquement avant le démarrage des travaux.

L'utilisation des ascenseurs ne sera autorisée que :

- aux jours et heures qui seront indiqués au titulaire par la maîtrise d'ouvrage, en dehors des heures d'affluence au Palais (à titre indicatif, l'utilisation des ascenseurs pourrait être autorisée entre 7h30 et 8h30) ;
- à la condition que les protections adéquates aient été posées par le titulaire, dans les conditions prévues par le CCTP ;
- pour le transport de charges lourdes, à l'exclusion de tous produits dangereux ainsi que de tous matériaux ou produits en vrac (tels que sable, ciment ou produits liquides non conditionnés dans des sacs ou récipients étanches) ;
- sous réserve du respect de la charge maximale admissible des ascenseurs.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

En cas de risque pour la sécurité des personnes ou de risque de détérioration d'un ascenseur, la maîtrise d'ouvrage ou la maîtrise d'œuvre pourront à tout moment interdire l'utilisation de celui-ci, sans que cela puisse ouvrir droit à aucune indemnité.

Le titulaire sera tenu responsable de tous dommages causés par une utilisation des ascenseurs non conforme aux stipulations qui précèdent, par elle-même ou ses sous-traitants.

5.6.6 Échafaudages et moyens de levage

Le titulaire doit mettre en place, à ses frais, les échafaudages et moyens de levage qu'il juge utiles à la réalisation de ses prestations ainsi que les protections nécessaires, y compris toutes sujétions de remaniement.

Les échafaudages et moyens de levage seront soumis à l'agrément de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins et du coordonnateur SPS par la transmission préalable de schémas pendant la phase de préparation de chantier, puis à l'issue de leur installation et à l'occasion de toute modification éventuelle.

5.6.7 Permis de feu – Extincteurs

Des « permis de feu » doivent être délivrés, en amont des travaux, à toutes les entreprises dont les interventions comportent des « points chauds » (travaux générateurs d'étincelles ou de surfaces chaudes) ou produisent des émanations de poussières susceptibles d'activer les têtes de détection incendie.

Le « permis de feu » est établi par l'entreprise demandeuse et transmis à la maîtrise d'œuvre, avec un délai de prévenance minimal de 7 jours, pouvant être ramené à 2 jours en cas d'urgence dûment justifiée. Chaque local fait l'objet d'un permis spécifique.

L'entreprise doit respecter scrupuleusement les lieux, dates et horaires mentionnés dans le permis, sous peine de subir la pénalité prévue au marché en cas de manquement à la sécurité.

Elle doit prendre contact, au début et à la fin des travaux, avec le PC Sécurité (01 42 34 21 08 ou 01 42 34 32 07), disposer d'un extincteur plombé à proximité de sa zone d'intervention et afficher le « permis de feu » sur la zone de chantier.

En cas de travaux par « points chauds », l'entreprise est tenue de mettre fin à ses interventions au minimum deux heures avant le départ des compagnons. Une présence humaine de l'entreprise à proximité du « point chaud » doit être maintenue sur le site à tout moment, y compris à l'heure du déjeuner, pour surveiller le chantier et éviter un départ de feu en l'absence des ouvriers.

En fin de journée, un des compagnons doit attendre la ronde de « fin de chantier » du service de sécurité ; il ne peut partir que sur autorisation dudit service, celui-ci ayant préalablement constaté qu'il n'y a plus de points chauds et donc pas de risque de départ de feu.

Les travaux par « points chauds » sont interdits dans les périodes de fermeture du Palais (dimanches, jours fériés, samedis du mois d'août, tous les jours avant 7h30...). Lorsqu'une dérogation à ce principe est nécessaire, elle doit être sollicitée au minimum une semaine à l'avance.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

5.6.8 Dépôt de matériel et de matériaux

S'agissant de l'emplacement et de la surface mis à sa disposition pour entreposer des matériels et des matériaux, l'entrepreneur titulaire doit, sans pouvoir demander aucune indemnisation ou augmentation sur les prix soumissionnés, se conformer aux instructions qui lui sont données par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins

Les matériels et les matériaux doivent être évacués et/ou approvisionnés au fur et à mesure des besoins du chantier, **aucun stockage massif n'étant possible sur le site**. Le chantier doit rester propre quotidiennement. Les issues de secours doivent être en permanence dégagées.

Toutefois, en accord avec la maîtrise d'œuvre, et en tenant compte des contraintes de sécurité qui lui sont indiquées, l'entrepreneur titulaire peut, **après accord du Sénat**, entreposer dans les zones en cours de travaux ou à proximité.

Aucune surface autre que celles assignées ne pourra être utilisée comme lieu de stockage.

5.6.9 Base-vie

Une base-vie sera mise à disposition des ouvriers du chantier au 36 rue de Vaugirard.

L'accès à la base-vie est règlementé par le Sénat. Les entreprises devront se soumettre aux règles édictées sans, par dérogation à l'article 5.3. du CCAG-Travaux, qu'elles puissent demander aucune compensation financière en cas d'évolution de ces règles.

En particulier, un système de rotation ou d'heures d'arrivée et de départ des ouvriers pourra être organisé.

L'utilisation de la base-vie comme dortoir est interdite.

Aucun local autre que ceux désignés par le maître d'œuvre ne peut faire office de vestiaire ou de réfectoire.

5.6.10 Nettoyage de chantier

Le titulaire devra assurer le nettoyage des lieux après chacune de ses interventions.

En cas de manquement d'un entrepreneur à ses obligations relatives au nettoyage de chantier, la maîtrise d'ouvrage ou la maîtrise d'œuvre le mettra en demeure de s'y conformer sans délai, à défaut de quoi le nettoyage des lieux pourra être confié à un tiers aux frais et risques du contrevenant, sans préjudice des pénalités prévues à l'article 8.3 du présent CCAP.

5.6.11 Gestion des déchets

Le titulaire aura à sa charge le ramassage, les manutentions, le tri éventuel et l'évacuation de ses déchets dangereux et non dangereux, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Les déchets seront enlevés au fur et à mesure de leur production et au moins une fois par semaine. Afin d'assurer la traçabilité des déchets du chantier, y compris d'emballage, l'utilisation des bordereaux dédiés de suivi des déchets est obligatoire, sans préjudice des

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

dispositions légales et réglementaires applicables à la traçabilité des déchets dangereux. Ces bordereaux dûment remplis et signés contradictoirement par le titulaire et le(s) gestionnaire(s) des installations agréées ou autorisées de valorisation ou d'élimination des déchets sont remis au maître d'ouvrage. Un modèle de bordereau de suivi des déchets figure en annexe au présent CCAP.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations relatives à la gestion des déchets, le maître d'ouvrage pourra, en vertu de l'article L. 541-3 du code de l'environnement, après mise en demeure restée sans effet pendant dix jours (par dérogation à l'article 37.2 du CCAG-Travaux), procéder d'office aux opérations de tri et d'enlèvement des déchets à ses frais et risques.

5.7 Opérations préalables à la réception – Réception

Les opérations préalables à la réception auront lieu dans les formes et conditions prévues au CCAG-Travaux. Toutefois, par dérogation à l'article 41 du CCAG-Travaux, la maîtrise d'ouvrage pourra faire procéder d'office, par le maître d'œuvre et après convocation du titulaire, aux opérations préalables à la réception, dès lors que les travaux seront achevés ou en voie d'achèvement et sans que le titulaire ait préalablement adressé l'avis prévu à l'article 41.1 du CCAG-Travaux.

À défaut de réception expresse, seule la prise de possession de l'ouvrage, assortie du paiement du solde des travaux, pourra faire présumer la volonté du maître de l'ouvrage de recevoir celui-ci. L'article 41.1.3 et le dernier alinéa de l'article 41.3 du CCAG-Travaux ne sont pas applicables.

Par dérogation à l'article 42.1 du CCAG-Travaux, il n'y aura lieu à une réception partielle que si le maître d'ouvrage entend prendre possession de certains ouvrages ou parties d'ouvrages avant l'achèvement de l'ensemble des travaux. Le maître d'ouvrage notifiera alors à l'entrepreneur son intention de prendre possession desdits ouvrages ou parties d'ouvrages et le convoquera pour procéder aux opérations préalables à la réception. Sous cette réserve, la réception partielle sera prononcée dans les formes prévues à l'article 41 du CCAG-Travaux pour la réception. Par dérogation à l'article 42.3 du CCAG-Travaux, le délai des garanties prévues à l'article 7.2 du présent CCAP commencera à courir à compter de la date d'effet de la réception de l'ensemble des travaux.

5.8 Documents fournis après exécution

Les documents mentionnés à l'article 40 du CCAG-Travaux seront remis sur un support informatisé (clé USB) et, s'agissant des plans, dans un format compatible avec le logiciel Autocad®. Le dossier des ouvrages exécutés (DOE) comprendra les plans d'exécution conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire, les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre, les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des équipements et les conditions de garantie des fabricants.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-Travaux, dans le cas où le titulaire serait convoqué d'office aux opérations préalables à la réception dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article 5.7 du présent CCAP, il lui appartiendrait de transmettre l'ensemble de ces documents dans le délai d'une semaine suivant cette convocation.

5.9 Sous-traitance

5.9.1 Généralités

En application de l'article 3.6 du CCAG-Travaux, le titulaire, s'il envisage de sous-traiter une partie des prestations prévues au marché, doit préalablement demander à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

Les fonctions d'encadrement (chargé d'affaires et chef de chantier) ne peuvent être sous-traitées.

Toute déclaration de sous-traitance, qu'elle intervienne au moment de l'offre ou après la notification du marché, doit être établie au moyen du formulaire DC4¹, dûment complété et signé par le soumissionnaire ou le titulaire et par le sous-traitant envisagé. La déclaration doit en outre être accompagnée des pièces suivantes :

- une attestation d'assurance de responsabilité décennale en cours de validité ;
- une attestation d'assurance de responsabilité civile en cours de validité ;
- une attestation de régularité fiscale datant de moins de trois mois ;
- une attestation de règlement des cotisations URSSAF datant de moins de trois mois.

Chaque sous-traitant présenté par le titulaire doit impérativement justifier des qualifications et/ou références nécessaires à la prestation que celui-ci souhaite voir sous traitée. À défaut de qualifications et/ou de références suffisantes, la demande d'acceptation sera rejetée.

Si le titulaire n'a pas accompli toute diligence permettant à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins d'être en mesure d'instruire utilement la demande d'agrément (dossier incomplet, etc.), celle-ci sera rejetée. Il est précisé que le délai d'instruction du dossier d'acceptation du sous-traitant est de 14 jours.

En cas de sous-traitance occulte constatée par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, les prestations de la sous-traitance concernée seront immédiatement arrêtées. Le titulaire supportera la totalité des conséquences financières de cet arrêt ainsi que les pénalités prévues au présent CCAP.

Le titulaire informera la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins en cas de défaillance d'un sous-traitant.

¹ Ce formulaire peut être téléchargé à l'adresse : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

5.9.2 Déclaration de sous-traitance en cours d'exécution du marché

Après la notification du marché, toute déclaration de sous-traitance doit être transmise en premier lieu par courriel aux adresses marches-apj@senat.fr et compta-apj@senat.fr, au moins 14 jours avant la date envisagée d'intervention du sous-traitant.

Après vérification par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, l'original du dossier doit être transmis par courrier postal à l'adresse suivante : Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, 15 rue de Vaugirard, 75006 Paris, ou déposé au 64 *bis* boulevard Saint-Michel, 75006 Paris.

Il est rappelé qu'en application de l'article R. 2193-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur ne pourra pas accepter un sous-traitant admis au paiement direct ni agréer ses conditions de paiement si l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité prévu à l'article R. 2191-46 du même code n'a pas été modifié ou si la justification mentionnée à l'article R. 2193-6 dudit code ne lui a pas été remise.

5.9.3 Modalités de paiement direct

Il sera fait application des articles R. 2193-10 à R. 2193-12 du code de la commande publique.

Le titulaire joint à ses projets de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

6. MODIFICATIONS DE LA CONSISTANCE DES TRAVAUX

6.1 Travaux modificatifs et supplémentaires

Les travaux supplémentaires ou modificatifs éventuels seront prescrits par un ordre de service qui en fixera provisoirement le prix selon les modalités prévues à l'article 13 du CCAG-Travaux.

Conformément à l'article 13 du CCAG-Travaux, le titulaire sera préalablement consulté sur le prix des travaux supplémentaires ou modificatifs éventuels. Il devra remettre à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins un devis détaillé au plus tard sept jours après la demande, ce délai pouvant être raccourci en cas d'urgence.

Le prix fixé par l'ordre de service prescrivant des travaux supplémentaires ou modificatifs deviendra définitif dans les conditions prévues à l'article 13.5. du CCAG-Travaux, soit en raison du silence du titulaire, soit par la voie d'un avenant. Cet avenant pourra modifier les conditions de variation du prix.

Les travaux supplémentaires devront faire l'objet d'attachements journaliers descriptifs et quantitatifs (et éventuellement photographiques) qui serviront de base au règlement.

6.2 Décision de poursuivre

Le présent article déroge aux stipulations de l'article 14.4. du CCAG-Travaux.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

L'entrepreneur titulaire est tenu d'informer la maîtrise d'œuvre des conséquences financières des décisions que celle-ci pourrait prendre lors de réunions de chantier.

Il doit, chaque fois qu'il estime que les travaux demandés ne sont pas prévus dans son offre, en avertir immédiatement la maîtrise d'œuvre.

L'entrepreneur titulaire est tenu d'informer au minimum trente jours à l'avance la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre de la date probable à laquelle la masse des travaux exécutés atteindra le montant prévu par son offre. Le Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins prend alors la décision de poursuivre ou non les travaux et la notifie à l'entrepreneur, dans un délai de 20 jours.

À défaut d'ordre écrit de poursuivre, les travaux qui seraient exécutés par l'entrepreneur titulaire au-delà de la masse initiale ne seront pas réglés.

6.3 Augmentation ou diminution du montant des travaux

Par dérogation à l'article 14.2.2. du CCAG-Travaux, le titulaire ne dispose de la faculté de refuser d'exécuter des travaux qui correspondent à des changements dans les besoins ou les conditions d'utilisation auxquels les ouvrages faisant l'objet du marché doivent satisfaire, que si le montant des travaux concernés excède le cinquième du montant contractuel des travaux.

Il est rappelé que les stipulations des articles 14.3 et 15.1 du CCAG-Travaux relatives à l'indemnisation du titulaire en cas d'augmentation ou de diminution du montant des travaux ne s'appliquent qu'à la condition que celui-ci apporte la preuve que cette augmentation ou cette diminution lui a porté préjudice.

7. ASSURANCES ET GARANTIES

7.1 Assurances

7.1.1 Assurance de responsabilité civile professionnelle

Conformément aux articles 8.1.3. et 35 du CCAG-Travaux, l'entreprise titulaire, ainsi que ses cotraitants et sous-traitants éventuels, doivent justifier d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du Sénat, dans un délai de cinq jours, par dérogation à l'article 8.1.3. du CCAG-Travaux, à compter de la réception de la demande.

L'entreprise garantit le maître d'ouvrage contre tout recours émanant d'une personne ayant pu subir un préjudice du fait de l'entreprise à l'occasion de l'exécution de son contrat.

De plus, par dérogation à l'article 34.1. du CCAG-Travaux, elle aura la charge entière de tous dommages causés aux voies publiques.

Le Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins décide, au cas par cas, si la responsabilité du titulaire doit s'exprimer par réparation matérielle des dommages ou par un dédommagement financier.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

7.1.2 Assurance couvrant la responsabilité décennale du titulaire

L'entrepreneur titulaire et, le cas échéant, ses cotraitants et sous-traitants éventuels, doivent justifier, au moyen d'attestations portant mention de l'étendue des garanties, qu'ils sont titulaires d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 1792-4-1 du code civil (assurance de responsabilité décennale).

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du Sénat, dans un délai de cinq jours, par dérogation à l'article 8.1.3. du CCAG-Travaux, à compter de la réception de la demande.

7.2 Garanties

Par dérogation à l'article 44.1 du CCAG-Travaux, le délai de garantie de parfait achèvement est fixé à deux ans.

Ce délai pourra être prolongé dans les conditions prévues à l'article 44.2 du CCAG-Travaux.

Les interventions demandées par le Sénat ont lieu dans un délai maximum de 15 jours calendaires après courriel de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins. À défaut d'intervention dans le délai imparti, et après mise en demeure, les interventions peuvent être réalisées aux frais et risques du titulaire.

Dans le mois précédant la fin de chaque année de garantie, le titulaire remettra au maître d'ouvrage procédera à un audit des installations de manière à dresser un constat de l'état global des appareils. La longueur des câbles de traction sera ajustée en cas de nécessité.

8. PÉNALITÉS

Les stipulations suivantes dérogent à l'article 19 du CCAG-Travaux.

8.1 Stipulations générales relatives aux pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, les pénalités pour infractions diverses et les pénalités ou provisions pour pénalités de retard sont encourues du simple fait de leur constatation par la maîtrise d'œuvre ou par le maître d'ouvrage, sans qu'il soit nécessaire de mettre en demeure le titulaire préalablement ou de l'inviter à présenter ses observations. Elles ne sont pas assujetties à la TVA.

En aucun cas l'entrepreneur titulaire ne peut, pour justifier ses retards ou ses manquements, invoquer le manque de renseignements ou d'instructions, l'obligation de les solliciter suffisamment à l'avance lui incombant.

Les pénalités ne sont pas dues pour les faits imputables au Sénat ou à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

8.2 Pénalités de retard et provisions pour pénalités de retard

8.2.1 Généralités

Les pénalités de retard pourront être appliquées à tout moment à compter de la constatation des retards.

Une provision pourra également être constituée en vue de l'application ultérieure éventuelle de telles pénalités ; il sera alors appliqué une retenue sur le montant du prochain acompte périodique à verser au titulaire, par dérogation à l'article 12.2.1 du CCAG-Travaux. Cette provision peut être levée en tout ou partie si le retard est, en tout ou partie, rattrapé. Le bilan en est établi lors de la vérification de chacun des projets d'acompte mensuel ou au moment de l'établissement du décompte général.

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-Travaux :

- le montant total des pénalités ou provisions pour pénalités de retard est plafonné à 30 % du montant total hors taxes du marché ;
- les pénalités de retard ne donnent lieu à aucune exonération en-deçà d'un certain montant, et sont intégralement dues au Sénat.

8.2.2 Provision pour pénalités et pénalités de retard lors de la préparation de chantier

Une absence de préparation ou une mauvaise préparation de chantier pouvant entraîner des retards importants dans l'exécution des travaux, une pénalité d'un montant de 250 € par jour calendaire de retard pendant la phase de préparation de chantier par rapport au calendrier prévisionnel d'exécution des travaux est applicable, sur simple constat de la maîtrise d'œuvre. À la fin de cette période, un procès-verbal sera dressé par la maîtrise d'œuvre, qui constatera l'état d'avancement de la préparation du chantier.

8.2.3 Provisions pour pénalités et pénalités de retard lors de l'exécution des travaux

Une tâche n'est considérée comme achevée que s'il est techniquement possible d'exécuter la tâche suivante (par exemple : séchage d'un enduit plâtre pour permettre l'intervention du peintre). Il appartient donc au titulaire de mettre en œuvre, à ses frais, tous les moyens permettant le démarrage de la tâche suivante (par exemple prévoir la mise en place de système de ventilation, de déshumidification et de chauffage en cas de nécessité).

Lorsque le calendrier d'exécution des travaux n'est pas respecté, une pénalité de 250 € par jour calendaire de retard et par tâche est applicable à l'entreprise défaillante. Cette pénalité est applicable pour toute tâche qui peut, à elle seule, entraîner un retard à la livraison des travaux.

Sont également encourues :

- en cas de retard dans la présentation de tout document d'exécution, échantillon ou prototype, une pénalité de 150 € par jour calendaire de retard et par document ;
- en cas de retard dans la remise d'un devis pour travaux modificatifs ou supplémentaires, une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard et par devis.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

8.2.4 Provisions pour pénalités et pénalités de retard lors de la phase de réception des travaux

En dehors de la réception prévue à l'article 5.7 **Opérations préalables à la réception – Réception** du présent cahier des clauses administratives particulières, l'entrepreneur titulaire ne peut arguer de la possibilité de réceptionner une partie des travaux afin de ne pas encourir l'application des pénalités.

En cas de retard dans l'exécution des travaux nécessaires à la levée des réserves, une pénalité maximale de 300 € par jour calendaire de retard sera appliquée au titulaire. Les jours calendaires de retard sont comptabilisés en référence au délai pour lever les réserves indiqué dans la décision de réception avec ou sous réserves.

En outre, en cas de retard dans la remise du dossier des ouvrages exécutés ou de remise d'un dossier incomplet, une pénalité de retard de 50 € par jour calendaire sera appliquée ; la non-remise de ce dossier entraînera, en outre, la réception sous réserve des travaux.

8.3 Pénalités particulières

Sans préjudice des pénalités pour retard prévues ci-dessus, les pénalités particulières suivantes (montants maximum en euros, par jour calendaire et/ou par infraction) sont applicables, dans le cas où les prescriptions du présent marché ne seraient pas observées :

- manquement à la sécurité des personnes (travaux dangereux pour les compagnons, les personnels et visiteurs du Sénat ; non-respect des itinéraires prescrits ; non-restitution de titre d'accès, *etc.*) ou des biens, manquement à la réglementation du travail 1 500 €
- défaut de permis de feu ou de moyen de lutte contre l'incendie 1 500 €
- manquement aux obligations de confidentialité, de réserve et de discrétion 1 500 €
- travaux réalisés par un sous-traitant non déclaré 1 500 €
- manquement à l'obligation de protection des données à caractère personnel prévue par l'article 5.2. du CCAG-Travaux 500 €
- défaut de nettoyage de chantier 300 €
- absence injustifiée d'un responsable qualifié de l'entrepreneur titulaire, théoriquement présent sur le chantier et responsable des prestations sous-traitées (à compter du jour où sa présence aura été demandée par les procès-verbaux de chantier) 300 €
- absence injustifiée du chargé d'affaires lors des rendez-vous de chantier 300 €
- refus d'obtempérer à une injonction de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, du maître d'œuvre ou du coordonnateur SPS 300 €
- non-respect d'une autre prescription administrative du marché (par exemple : non-enlèvement de gravois, *etc.*) 150 €
- défaut de dépôt des projets de décompte sur la plateforme EDIFLEX 50 €

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

- non-respect de la charte graphique du Sénat et/ou de la charte graphique des réseaux du Sénat 50 €

9. RÉSILIATION, MESURES COERCITIVES

9.1 Résiliation

Le marché peut être résilié par le Sénat dans les cas et conditions définis au chapitre 7 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a droit, par dérogation au deuxième alinéa de l'article 49.1 et au premier alinéa de l'article 50.4. du CCAG-Travaux, à aucune indemnité de résiliation.

9.2 Mesures coercitives

Le présent article déroge ou apporte les précisions suivantes à l'article 52 du CCAG-Travaux dont les stipulations, pour le reste, demeurent inchangées.

À l'exception des cas prévus aux articles 13.6, 14.2.2, 14.4 et 50.2.1 du CCAG-Travaux, lorsque le titulaire ne se conforme pas aux stipulations du marché ou aux ordres de service, le maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire dans un délai raisonnable, par une décision qui lui est notifiée par écrit. Par dérogation à l'article 52.1 du CCAG-Travaux, ce délai peut être inférieur à quinze jours, notamment en cas d'urgence ou lorsque le titulaire accuse, à la date de la mise en demeure, un retard d'exécution au moins égal à cette durée de quinze jours.

Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, le pouvoir adjudicateur peut poursuivre l'exécution des travaux par ses propres moyens, aux frais et risques du titulaire, sans préjudice des autres facultés dont il dispose en application de l'article 52.2 du CCAG-Travaux. La décision de mise en régie est notifiée à celui-ci. Les stipulations de l'article 52.3 sont applicables, *mutatis mutandis*.

La décision de mise en régie ou celle de poursuite des travaux par un tiers, le cas échéant aux frais et risques du titulaire, peut porter sur tout ou partie des prestations dues par celui-ci.

En cas de résiliation du marché aux frais et risques du titulaire, le pouvoir adjudicateur dispose également de la faculté d'achever les travaux par ses propres moyens, à moins qu'il ne préfère passer un marché avec un autre opérateur économique. Les excédents de dépenses qui en résultent sont à la charge du titulaire. Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, le décompte général du marché résilié n'est alors notifié au titulaire qu'après l'achèvement des travaux.

10. ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

En cas de contestation ou de litiges touchant à l'application, à l'interprétation ou à l'exécution des clauses du présent contrat, le tribunal administratif de Paris (7 rue de Jouy - 75004 Paris) est seul compétent.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

En cas de litige avec un prestataire étranger, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

11. CONVENTION SUR LA PREUVE

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire conviennent que tous les échanges réalisés par courriel dans le cadre du présent marché reçoivent la même force probante qu'un écrit signé de manière manuscrite.

12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles du présent cahier des clauses administratives particulières désignés ci-après sont apportées aux articles suivants du CCAG-Travaux :

Article du CCAG-Travaux auquel il est dérogé	Article du CCAP portant stipulations dérogatoires
3.8.2, 18.1.1. et 28.2.3 (ordres de service ; calendrier d'exécution)	1.3. (durée et délais)
3.8.1 et 3.8.2 (ordres de service)	1.5 (ordres de service)
4.1. et 4.2. (priorité des pièces et pièces à remettre)	2 (pièces constitutives du marché)
31.3 (autorisations administratives)	3.1 (contenu du prix)
12.1.1 (demandes de paiement mensuelles)	3.5.1 (projets de décomptes mensuels)
12.3 et 12.4 (décompte général et définitif)	3.5.2 (demande de paiement finale - décompte général et définitif)
7.2 (protection de l'environnement, sécurité, santé)	4.1 (obligation de l'entrepreneur titulaire)
5.3 (mesures de sécurité)	5.5.1 et 5.6.9 (accès au site ; base-vie)
37.2 (gestion des déchets)	5.6.11 (sanction des obligations en matière de gestion des déchets)
41, 42.1 et 42.3 (réception)	5.7 (opérations préalables à la réception – réception)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Article du CCAG-Travaux auquel il est dérogé	Article du CCAP portant stipulations dérogatoires
40 (documents fournis après exécution)	5.8 (documents fournis après exécution)
14.4 (décision de poursuivre)	6.2 (décision de poursuivre)
14.2.2 (augmentation du montant des travaux)	6.3 (augmentation du montant des travaux)
8.1.3 et 34.1 (assurances et dégradations causées aux voies publiques)	7.1 (assurances)
44.1 (délai de garantie)	7.2 (garanties)
19, 19.2.4, 12.2.1 et 19.2 (pénalités, acomptes mensuels)	8 (pénalités de retard, provisions pour pénalités de retard, pénalités particulières)
49.1 et 50.4 (résiliation pour motif d'intérêt général)	9.1 (résiliation)
12.4.2 et 52.1 (décompte général ; mesures coercitives)	9.2 (mesures coercitives)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Annexe 1 –

Bordereau de suivi des déchets de chantier

Déchets non dangereux

Bordereau n°

1. Maître d'ouvrage :

Dénomination du maître d'ouvrage :

Adresse :

.....

Tél :

Fax :

Courriel :

Responsable

Nom du chantier :

Adresse :

.....

Tél :

Fax :

Courriel :

Responsable

2. Entreprise (à remplir par le titulaire):

Raison sociale de l'entreprise / Nom de l'entrepreneur titulaire individuel :

.....

Adresse :

Tél :

Fax :

Courriel :

Responsable

Désignation du déchet : (Nomenclature Article Annexe II de l'article R. 541-8)

.....

Type de contenant :

Numéro :

Unité :

Capacité :

Taux de remplissage : [] ½ [] ¾ [] plein

Destination du déchet :

[] Centre de tri

[] Centre de transfert

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

- ☐ Valorisation matière
☐ Incinération (UIOM)
☐ Centre de stockage de classe 2
☐ Centre de stockage de classe 3
☐ Autre :

3. Collecteur – Transporteur (à remplir par le collecteur - transporteur) :

Raison sociale du collecteur / Nom de l'entrepreneur titulaire individuel :
.....
Adresse :
.....
Tél :
Fax :
Courriel :
Nom du chauffeur :
Date :
Cachet :
Visa :

4. Eliminateur (à remplir par le destinataire – éliminateur) :

Raison sociale de l'éliminateur / Nom de l'entrepreneur titulaire individuel :
.....
Adresse du lieu de traitement :
.....
Quantité reçue :
Unité :

Qualité du déchet :

- ☐ Bon
☐ Moyen
☐ Mauvais
☐ Refus de la benne : motif :
.....

Date :
Cachet :

Visa :

Bordereau comprenant 4 exemplaires : remplir un bordereau par conteneur

- *exemplaire n° 1 à conserver par le titulaire*
- *exemplaire n° 2 à conserver par le collecteur - transporteur*
- *exemplaire n° 3 à conserver par l'éliminateur*
- *exemplaire n° 4 à retourner dûment complété au maître d'ouvrage*

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Annexe 2 –

Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux